

19/02/2026

2026-01 Tierce maintenance applicative pour le TUCS du GRADeS e- santé Occitanie

Règlement de la consultation

Date limite de réception des offres :

Le 31 Mars 2026 à 12h00

SOMMAIRE

TABLE DES MATIERES

Article 1.	ACHETEUR.....	4
Article 2.	Base juridique de la consultation	4
Article 3.	CARACTERISTIQUES GENERALES DE LA CONSULTATION.....	4
3.1.	FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3.1.1.	BENEFICIAIRE	5
3.1.2.	OBJET	5
3.1.3.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
3.1.4.	ALLOTISSEMENT	5
3.1.5.	VARIANTES.....	5
3.1.6.	PERIMETRE DE PRESTATION DE L'ACCORD-CADRE	6
3.1.7.	MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	Erreur ! Signet non défini.
3.1.8.	CAUTIONNEMENT ET GARANTIE EXIGÉES	6
3.1.9.	RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE	6
3.1.10.	MODALITES DE CORRESPONDANCE	6
Article 4.	DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	7
Article 5.	caracteristiques des offres remises	8
5.1.	ACCEPTATION SANS RESERVE DU CAHIER DES CHARGES.....	8
5.1.1.	FORMATS	8
5.1.2.	LANGUE UTILISEE ET MONNAIE.....	9
5.1.3.	DATE APPLICABLE A LA PRESENTE CONSULTATION	9
5.1.4.	REPORT DE LA DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES.....	9
5.1.5.	DUREE MINIMALE APPLICABLE A LA PRESENTE CONSULTATION.....	10
5.1.6.	PROROGATION DE LA DATE LIMITE DE VALIDITE DES OFFRES	10
Article 6.	CONTENU DU PLI DU CANDIDAT	10
6.1.	OFFRE TECHNIQUE	12

6.1.1.	OFFRE FINANCIERE	13
6.1.2.	DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE CONCOMITANTE AU DEPOT DE L'OFFRE	13
Article 7.	SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	14
7.1.	DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE.....	14
7.1.1.	PRECISION SUR L'APPRECIATION DU CRITERE « VALEUR TECHNIQUE ».....	15
7.1.2.	CADRE D'ANALYSE	15
7.1.3.	ATTRIBUTION DU MARCHE.....	16
7.1.4.	MISE AU POINT DES COMPOSANTS DU MARCHE	17
7.1.5.	CANDIDATURES ET OFFRES NON RETENUES	17
7.1.6.	NOTIFICATION DU MARCHE	17
7.1.7.	ABANDON DE LA PROCEDURE	17
Article 8.	MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION ET DE REMISE DU PLI...	18
Article 9.	REGLEMENT DES LITIGES	19
Article 10.	TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	20

ARTICLE 1. ACHETEUR

Le groupement d'intérêt public (GIP) e-santé Occitanie
10, rue des Trente-six ponts
31400 TOULOUSE
Siret : 130 023 807 00022
Téléphone : 05 67 20 74 00

ARTICLE 2. BASE JURIDIQUE DE LA CONSULTATION

La procédure de passation est celle de l'appel d'offres ouvert, telle que décrite aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le présent marché public constitue un accord-cadre au sens de l'article 33 de la directive 2014/24/UE du 26 février 2014 du Parlement européen et du Conseil et un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Dans le présent document, nous emploierons le terme « accord-cadre » pour « accord-cadre à bons de commande ».

ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES GENERALES DE LA CONSULTATION

- INTITULE DE LA CONSULTATION

L'accord-cadre s'intitule tierce maintenance applicative et développements spécifiques pour le groupement e-santé Occitanie.

- TYPES DE PRESTATIONS

L'accord-cadre objet de la présente consultation est composé de prestations intellectuelles et de prestations de service.

- LIEU PRINCIPAL D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont réalisées en distanciel dans les locaux du titulaire mais également en présentiel dans les locaux du groupement.

- CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 250 000 euros HT par an. Il est mono-attributaire.

3.1.1. BENEFICIAIRE

Le groupement d'intérêt public e-santé Occitanie est le bénéficiaire des prestations.

3.1.2. OBJET

L'accord-cadre a pour objet la Tierce Maintenance Applicative (TMA) des applications spécifiques existantes du système d'information régional et du système d'information interne du GIP e-santé Occitanie en vue de répondre aux besoins de maintenance corrective, préventive, adaptative et évolutive des applications et prestations associées.

3.1.3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une période de 12 mois à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit trois (3) fois, pour une période de douze (12) mois, par tacite reconduction, sans que sa durée excède quatre (4) ans.

3.1.4. ALLOTISSEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement dans la mesure où la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement, plus difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

3.1.5. VARIANTES

- A l'initiative du candidat :

Conformément aux dispositions de l'article R. 2151-8 2° du Code de la commande publique, les variantes à l'initiative du candidat sont interdites dans le cadre du présent marché.

- A l'initiative de l'acheteur :

Aucune variante n'est demandée par le pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent accord-cadre.

3.1.6. PERIMETRE DE PRESTATION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre comprendra le périmètre de prestations décrit au CCTP.

3.1.7. CAUTIONNEMENT ET GARANTIE EXIGÉES

Garantie financière	L'accord-cadre ne prévoit pas, à la charge du titulaire, de garanties financières telles que retenue de garantie, garantie à première demande ou caution personnelle et solidaire.
Garantie technique	L'accord-cadre ne prévoit pas, à la charge du titulaire, de garanties au sens technique.

3.1.8. RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

Dans les conditions prévues par l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par le marché ou par un acte spécial signé des deux parties dans les conditions définies à l'article R. 2193-4 du Code de la commande publique.

3.1.9. MODALITES DE CORRESPONDANCE

Les candidats adressent leurs correspondances au pouvoir adjudicateur par voie dématérialisée, via la plateforme « www.marches-publics.gouv.fr ».

Si des difficultés sont rencontrées, il pourra exceptionnellement utiliser l'adresse : achats@esante-occitanie.fr

REMARQUE : Ces exceptions ne s'appliquent pas à la remise des candidatures et des offres, qui comme indiqué à l'article 9.2 au présent document, se fait par dépôt électronique sur www.marches-publics.gouv.fr

ARTICLE 4. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

1. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des éléments suivants :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes ;
- Annexe 1 au RC – le formulaire DC1
- Annexe 2 au RC – le formulaire DC2
- Annexe 3 au RC – le cadre de réponse technique
- Annexe 4 au RC – la simulation financière
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Annexe 1 à AE – L'annexe financière
- Annexe 2 à l'AE_Contrat de sous-traitance RGPD_GRADeS occitanie
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.
- Annexe 1 au CCTP – La présentation du TUCS
- Annexe 2 au CCTP - Ecosystème 15_urgences
- Annexe 3 au CCTP - DAT-ESO-SIU2_TUCSV2v0.3 – VersionLight
- Annexe 4 au CCTP - TUCS_version-composants
- Annexe 5 au CCTP - La fiche de Réponse Clausier SSI Santé
- Annexe 6 au CCTP - Statistiques_Tickets

PRECISION RELATIVES AU DOSSIER DE CONSULTATION

Jusqu'au **dixième jour** calendaire précédant la date limite de réception des offres indiquée en page de garde du présent document, les candidats peuvent demander au pouvoir adjudicateur toutes les précisions qu'ils jugent utiles à l'établissement de leur offre.

Dans ce cadre, la demande de précisions doit être adressée au pouvoir adjudicateur via le profil acheteur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'apporter les réponses nécessaires. Ces réponses sont transmises aux entreprises par le profil acheteur, de façon générale ou particulière selon leur portée.

Les réponses aux demandes de précision sont transmises six jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres conformément à l'article R. 2132-6 du Code de la commande publique.

MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, dix (10) jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres, d'apporter des modifications non substantielles au dossier de consultation.

Il en informe les candidats. Dans le cas où des modifications seraient apportées après ce délai, un nouveau délai pour la remise des offres sera accordé.

Ces modifications du dossier de consultation sont diffusées sur www.marches-publics.gouv.fr.

Lorsque des modifications substantielles sont apportées aux documents de la consultation, la date limite de réception des offres telle que fixée en page de garde du présent document peut être reportée.

La durée de la prolongation est proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

ARTICLE 5. CARACTERISTIQUES DES OFFRES REMISES

- GENERALITES

5.1. ACCEPTATION SANS RESERVE DU CAHIER DES CHARGES

Le fait de soumettre une offre signifie que le candidat accepte sans réserve les dispositions du CCAP et du CCTP, annexes comprises.

5.1.1. FORMATS

Les fichiers envoyés sont au format .pdf. Pour les fichiers à compléter et envoyés par le groupement, ils sont à retourner dans leur format d'origine.

Les fichiers peuvent être compressés au format ZIP (extension : .zip).

Par ailleurs :

- afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, le candidat ne doit utiliser ni des fichiers exécutables, notamment les fichiers avec une extension « exe », ni les macros Office ;
- aucun fichier du dossier en réponse ne doit contenir de lien vers d'autres documents hébergés sous Internet ;
- les noms des fichiers ne doivent pas comporter plus de 35 caractères sous peine d'impossibilité d'ouverture des fichiers.

L'utilisation d'autres formats peut rendre les réponses inexploitable. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur peut ouvrir la copie de sauvegarde si elle a été envoyée mais dans le cas où elle n'aurait pas été envoyée, il ne saurait être tenu pour responsable du rejet de la candidature et/ou de l'offre qui sera jugée non conforme et le candidat ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

5.1.2. LANGUE UTILISEE ET MONNAIE

Les offres et les candidatures dans leur intégralité sont rédigées exclusivement en langue française.

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro (€).

5.1.3. DATE APPLICABLE A LA PRESENTE CONSULTATION

Sous peine d'irrecevabilité, les offres devront être reçues par le pouvoir adjudicateur avant la date indiquée en page de garde du présent règlement de consultation.

Le fuseau horaire, sur lequel est rattachée cette heure limite, est celui de Paris.

5.1.4. REPORT DE LA DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Les candidats peuvent demander le report de la date limite de réception des offres indiquée en page de garde du présent règlement de consultation.

Dans ce cadre, la demande doit être motivée et adressée au pouvoir adjudicateur selon l'un des moyens de correspondance visés à l'article 3.4.12 du présent document.

La demande de report doit parvenir au pouvoir adjudicateur dix (10) jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Le pouvoir adjudicateur est libre de donner suite ou non aux demandes qui lui parviennent.

En outre, le report de la date limite de réception des offres fait l'objet d'un avis rectificatif publié au bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP).

- DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

5.1.5. DUREE MINIMALE APPLICABLE A LA PRESENTE CONSULTATION

Les offres sont valables au minimum six (6) mois à compter de la date limite de leur réception.

5.1.6. PROROGATION DE LA DATE LIMITE DE VALIDITE DES OFFRES

La date limite de validité des offres peut être prorogée à la demande du pouvoir adjudicateur, à condition que les candidats admis à présenter une offre donnent leur accord.

ARTICLE 6. CONTENU DU PLI DU CANDIDAT

1. DOSSIER DE CANDIDATURE

Pour justifier de sa qualité pour recevoir des commandes du pouvoir adjudicateur et de ses capacités au regard de l'objet du marché, le candidat utilise le(s) support(s) de son choix. Il doit IMPERATIVEMENT présenter sa candidature. Pour cela, il transmet les documents suivants :

- la lettre de candidature (formulaire DC1) ;
- la déclaration du candidat (formulaire DC2).

Ou

- **DUME (le formulaire DUME doit être intégralement renseigné).**

La société qui n'est pas en mesure de fournir les éléments demandés ci-dessus, notamment en raison de sa date récente de création, peut prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Capacité économique et financière

Références requises

Déclarations de chiffres d'affaires des trois derniers exercices comptables disponibles ;

- Exigence minimale : conformément aux dispositions de l'article R2142-7 du code de la commande publique, le candidat doit avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel minimal de **2 000 000 €**. En cas de groupement, la somme des chiffres d'affaires des partenaires du groupement sera prise en compte, le chef de file du groupement devant avoir à lui seul un chiffre d'affaires annuel moyen minimal de 100 000 € sur les trois dernières années.

Capacités techniques et professionnelles

- Certification Hébergeur de Données de Santé – Activité 5 administration et d'exploitation d'applications du SI de santé
- PRESENTATION DES AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES

Le soumissionnaire qui souhaite se prévaloir des capacités d'autres opérateurs économiques, notamment de sous-traitants, doit fournir les mêmes documents que ceux exigés de lui par le pouvoir adjudicateur concernant ces opérateurs. De plus, le candidat produit un engagement écrit de ces opérateurs justifiant qu'il disposera de leurs capacités pour l'exécution du présent accord-cadre.

Les cotraitants fournissent le formulaire DC1 et le formulaire DC2 ou un formulaire DUME dûment renseigné(s).

Les sous-traitants, s'ils sont déclarés au stade de la passation, fournissent le formulaire DC2 et le formulaire DC4 ou un DUME.

1. PRECISIONS

En vertu de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir tout document et/ou renseignement que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Pour bénéficier de la présente mesure, le candidat doit impérativement préciser dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation par le pouvoir adjudicateur de ce système ou de cet espace et en assurer la gratuité permanente d'accès.

En outre, conformément à l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'ils ont déjà transmis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il relève de la responsabilité des candidats de s'assurer de la validité de ces informations à la date de remise des offres fixée dans le présent document.

1. DOSSIER OFFRE

Le candidat remettra une offre technique et une offre financière.

L'offre du candidat est présentée comme suit.

Libellés
L'acte d'engagement (AE) au format PDF non verrouillé et ses annexes (2026-01_AE)
Annexe financière (2026-01_AE_Annexe1_AF)
La simulation financière. (Le montant de la simulation et les quantités indiquées ne seront pas rendus contractuels ; la simulation financière est destinée uniquement à permettre le jugement des offres) (2026-01_RC_Annexe4_SF)
Le cadre de réponse technique et ses annexes (2026-01_RC_Annexe3_Cadre de Réponse Technique et annexes)
Le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) du candidat
Le contrat de sous-traitance RGPD (2026-01_AE_Annexe2_Contrat de sous-traitance RGPD_GRADeS Occitanie)
La fiche de Réponse Clausier SSI Santé (2026-01_CCTP_ ANNEXE 5) complétée
Un exemple de compte-rendu d'audits anonymisés par type d'audits listés dans la prestation 2
Un exemple de template de compte-rendu d'audit pour la prestation 4

6.1. OFFRE TECHNIQUE

Le candidat présente son offre technique dans le respect des clauses de l'ensemble du dossier de consultation rédigé par le pouvoir adjudicateur. Elle constitue la réponse du candidat aux besoins et exigences précisément fixés par le pouvoir adjudicateur dans le CCTP.

Les éléments de réponse que chaque candidat aura fournis seront utilisés dans le cadre de l'analyse des offres.

Pour faciliter la comparaison des offres entre elles, il est demandé au soumissionnaire de présenter son offre en se conformant strictement au cadre de réponse technique, qui fait l'objet de l'annexe 3 au présent document. Celui-ci n'excédera pas **30 pages**.

6.1.1. OFFRE FINANCIERE

Le candidat renseigne l'annexe 1 à l'acte d'engagement en suivant strictement les instructions qui y figurent.

L'annexe 1 à l'acte d'engagement renseignée par le candidat constitue son offre financière.

Conformément aux indications de la direction des affaires juridiques (DAJ) figurant dans la notice explicative du formulaire ATTR11, il n'est pas fait obligation aux candidats de fournir l'acte d'engagement lors du dépôt de leur offre, ce document pouvant n'être produit qu'au terme de la procédure afin de formaliser l'accord-cadre conclu.

Cependant, pour des raisons de bonne administration, le pouvoir adjudicateur tient à exprimer sa préférence pour que l'acte d'engagement complété, daté et signé par le candidat soit remis dès le dépôt de son offre.

6.1.2. DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE CONCOMITANTE AU DEPOT DE L'OFFRE

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre :

- le candidat fournit au pouvoir adjudicateur un DC4 ou un DUME mentionnant :
 - la désignation précise des prestations sous-traitées ;
 - le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
 - les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

- le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

ARTICLE 7. SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

1. ANALYSE DES CANDIDATURES

Le pouvoir adjudicateur effectue la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle en cause, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles du candidat à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

Au vu des éléments de candidature transmis par le candidat dans son pli et après régularisation éventuelle en application de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur élimine toute candidature qui ne peut être admise.

La recevabilité des candidatures est jugée au regard du caractère complet et suffisant du dossier de candidature, tel que défini à l'article 6.1 du présent document.

1. ANALYSE DES OFFRES

7.1. DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE

Pour juger de la qualité des offres et faire le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, le pouvoir adjudicateur se fonde sur les critères et sous-critères pondérés définis ci-après.

Critères	Pondération sur note totale	Sous-critères	Poids en nombre de points
Valeur « technique »	550	TECH 1 : Compréhension générale du besoin	40 pts
		TECH 2 : Couverture des exigences	190 pts

		TECH 3 : Organisation, méthodologie prestations SI et équipe associée	180 pts
		TECH 4 : Le clausier Conformité Numérique en Santé	140 pts
Valeur « prix »	450	Montant résultant de la simulation financière	450 pts

7.1.1. PRECISION SUR L'APPRECIATION DU CRITERE « VALEUR TECHNIQUE »

La note du critère « valeur technique » résulte de la somme des notes attribuées aux sous-critères entrant dans sa composition.

7.1.2. CADRE D'ANALYSE

- Cadre d'analyse technique

L'analyse technique s'effectue sur la base des réponses fournies par le candidat dans le cadre de réponse technique ;

- Cadre d'analyse financière

Afin de permettre au pouvoir adjudicateur de procéder à une analyse des offres sur la base de quantités et de situations réalistes, il est demandé au candidat de compléter la simulation financière jointe en annexe 4 du présent règlement de la consultation.

Cette simulation n'a pas de caractère contractuel.

La simulation financière a été établie sur la base d'éléments prévisionnels connus au jour de la publication du marché.

La simulation financière dûment remplie par le candidat est impérativement jointe à l'offre du candidat.

La simulation financière est renseignée sur l'unique base des prix proposés par le candidat dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

1. DEMANDE DE PRECISIONS SUR LA TENEUR DES OFFRES ET EXAMEN DE LEUR RECEVABILITE

Le pouvoir adjudicateur peut, dans le respect de l'égalité de traitement des candidats, demander à un soumissionnaire de préciser la teneur de son offre.

Le candidat répond dans les délais fixés par le pouvoir adjudicateur dans sa demande de précisions et selon le mode de correspondance qu'il a préalablement choisi.

Les éléments de réponses apportés sont annexés à l'offre du candidat.

1. Si, après vérification des justifications fournies par le candidat, le pouvoir adjudicateur établit qu'une offre est anormalement basse, y compris pour la part du marché que le candidat envisage de sous-traiter, le pouvoir adjudicateur rejette l'offre par décision motivée.
2. Les offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières au sens des articles L. 2152-2 à L. 2152-4 du Code de la commande publique sont éliminées. Le cas échéant, il peut s'agir d'offres pour lesquelles des précisions ont été demandées par le pouvoir adjudicateur.
3. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser leur offre, dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur, à condition que leur offre ne soit pas anormalement basse.

La régularisation des offres ne peut être l'occasion pour les soumissionnaires d'améliorer leur offre sur des points dont la régularité n'est pas en cause. Les caractéristiques substantielles des offres ne peuvent en aucun cas être modifiées.

1. ACHEVEMENT DE LA CONSULTATION

7.1.3. ATTRIBUTION DU MARCHE

Les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées en raison de leur caractère anormalement bas, sont classées par ordre décroissant au vu des critères décrits ci-avant.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Le candidat retenu à titre provisoire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement « HIVEO ». Il devra créer son compte en cliquant sur le lien « Je crée mon compte HIVEO » depuis l'email d'invitation reçu.

Les documents demandés, s'ils sont établis par des organismes étrangers, sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Dans le cas où le candidat a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle à l'appui de sa candidature ou de son offre, si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis ladite attestation, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

- S'il ne l'a pas remis lors du dépôt de son offre, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché transmet au pouvoir adjudicateur l'acte d'engagement complété, daté et signé ainsi que les délégations de pouvoir appropriées.

Le signataire de l'acte d'engagement est celui dont le nom figure dans le cadre « ENGAGEMENT DU CANDIDAT » du document.

7.1.4. MISE AU POINT DES COMPOSANTS DU MARCHÉ

Le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le titulaire retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché avant sa signature sans que cette mise au point puisse remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché ni le classement des offres.

7.1.5. CANDIDATURES ET OFFRES NON RETENUES

Dès qu'il a fait son choix, le pouvoir adjudicateur notifie à tous les autres candidats le rejet de leur candidature ou de leur offre, en leur indiquant les motifs de ce rejet.

Cette notification précise le nom de l'attributaire et les motifs qui ont conduit au choix de son offre. Cette notification est faite aux candidats ayant soumis une offre et à ceux n'ayant pas encore eu communication du rejet de leur candidature. Cette notification de rejet se fait par courrier électronique via la plateforme « www.marches-publics.gouv.fr ».

7.1.6. NOTIFICATION DU MARCHÉ

La décision d'attribution n'emporte pas notification du marché. La date de notification correspond à la date d'effet du marché. La notification sera effectuée par courrier électronique via la plateforme www.marches-publics.gouv.fr ».

7.1.7. ABANDON DE LA PROCÉDURE

À tout moment, le représentant du pouvoir adjudicateur peut déclarer la procédure sans suite pour des motifs d'intérêt général ou pour motif d'infructuosité.

Dans ce cas, le représentant du pouvoir adjudicateur informe les candidats des raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas attribuer le marché ou de recommencer la procédure.

ARTICLE 8. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION ET DE REMISE DU PLI

1. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le candidat télécharge le dossier de consultation sur le site « www.marches-publics.gouv.fr » en se connectant au site.

REMISE DU PLI

Le candidat remet son dossier par dépôt dématérialisé sur le site www.marches-publics.gouv.fr

Les instructions relatives à l'utilisation de cette plate-forme de dépôt sont disponibles sur le site. Les étapes à suivre afin de procéder au dépôt d'une réponse électronique y sont décrites. Le candidat doit se connecter au site et s'identifier avec son compte (couple identifiant/mot de passe) afin d'accéder à son espace membre, puis à la procédure concernée pour réaliser la réponse par voie dématérialisée.

Il est rappelé que la durée de téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre. L'attention des candidats est attirée sur le fait que seule la bonne fin de la transmission complète du dossier génère l'accusé du dépôt de pli électronique qui doit intervenir avant la date et l'heure fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

1. FORME DU PLI

Le candidat doit déposer sur le site « www.marches-publics.gouv.fr » un dossier unique comprenant les éléments de la candidature et les éléments de l'offre. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite qu'un seul exemplaire électronique dudit dossier. L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas de dépôts multiples, seul le dernier dépôt sera ouvert et pris en compte par le pouvoir adjudicateur.

Tout autre envoi dématérialisé ne sera pas accepté (ex : e-mail).

1. COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat peut adresser au pouvoir adjudicateur une copie de sauvegarde de ce dossier :

- soit sur support papier ;
- soit sur support physique électronique : clé USB, etc. La copie remise doit alors se présenter sous la même forme que le dossier remis sur le site « www.marches-publics.gouv.fr ».

Quel que soit le type de support retenu, cette copie doit parvenir au pouvoir adjudicateur dans le délai imparti pour la remise des offres, mentionné en page de garde du présent règlement, selon l'un des modes de transmission ci-après :

- soit par voie postale, en recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

Groupement d'intérêt public (GIP) e-santé Occitanie

10, rue des Trente-six ponts

31 400 Toulouse

A l'attention du service Achats

- soit par dépôt physique dans les locaux du Groupement d'intérêt public e-santé Occitanie, à l'attention du Service achat contre remise d'un récépissé, du lundi au vendredi de 9h à 12h00 puis de 14h à 17h00, à cette même adresse.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « *copie de sauvegarde* ».

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC E-SANTE OCCITANIE

10, RUE DES TRENTE-SIX PONTS

31 400 TOULOUSE

Copie de sauvegarde marché « 2026-01 TMA »

PLI A NE PAS OUVRIR PAS LE SERVICE COURRIER

NOM OU DENOMINATION DU CANDIDAT

ARTICLE 9. REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, seul le droit français s'applique. Le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV

31 000 Toulouse
Tel : 05 62 73 57 57

ARTICLE 10. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse électronique, données de connexion), collectées dans le cadre du présent marché sont susceptibles de faire l'objet de traitements.

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Le groupement d'intérêt public (GIP) e-santé Occitanie,
10, rue des Trente-six ponts
31 400 TOULOUSE
Siret : 130 023 807 00022
Représenté par sa Directrice

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

Service des achats
Représenté par le responsable du pôle Achat et Ressources Matérielles

Coordonnées du délégué à la protection des données : dpo@esante-occitanie.fr

Base juridique du traitement : b) et c) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Données concernées :

- les noms, prénoms et adresses électroniques des personnes à contacter pour les commandes ;
 - les noms, prénoms et adresses électroniques des personnes chargées de suivre l'exécution du marché.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'acheteur en charge du marché de la passation puis de l'exécution des marchés spécifiques.

Durée de conservation : ces données sont conservées toute la durée du marché, celle de passation et d'exécution du marché et au-delà pour respecter les exigences légales imposées notamment par le code de la commande publique.

Droit des personnes concernées :

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

Modalités d'exercice des droits :

Pour exercer vos droits ou pour toute question se rapportant au traitement de vos données à caractère personnel, vous pouvez contacter, en justifiant de votre identité conformément à la procédure en vigueur :

- Par mail : dpo@esante-occitanie.fr
- Par courrier* : Délégué à la protection des données,

GIP e-santé Occitanie

10 rue des Trente-six ponts
31400 Toulouse

*des modèles de courrier sont disponibles sur <https://www.cnil.fr/fr/modeles/courrier>, il devra obligatoirement être accompagné d'une copie de votre pièce d'identité en cas d'exercice de vos droits.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre du marché dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.